



Conseil de sécurité

Distr. générale
6 mars 2002
Français
Original: anglais

Lettre datée du 28 février 2002, adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de l'Azerbaïdjan auprès de l'Organisation des Nations Unies

D'ordre de mon Gouvernement j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'un appel adressé à l'ONU, au Conseil de l'Europe et à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) par les réfugiés de Khojaly à l'occasion du dixième anniversaire du génocide de Khojaly, perpétré par les forces arméniennes en février 1992 (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires
(*Signé*) Yashar Aliyev

**Annexe à la lettre datée du 28 février 2002
adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires
par intérim de la Mission permanente de l'Azerbaïdjan
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : russe]

**Appel adressé à l'Organisation des Nations Unies,
au Conseil de l'Europe et à l'Organisation pour la sécurité
et la coopération en Europe par les réfugiés de Khojaly**

En nous adressant à l'Organisation des Nations Unies, au Conseil de l'Europe et à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) qui sont des organisations internationales de stature reconnue, nous voudrions appeler l'attention de la communauté mondiale sur la vérité concernant le génocide de Khojaly, perpétré en février 1992 par les Arméniens dans la région azerbaïdjanaise du Haut-Karabakh et obtenir que ce crime sanglant soit jugé sur le plan politique.

Tous ceux qui connaissent plus ou moins l'histoire de l'Azerbaïdjan savent que la ville de Khojaly, située dans la partie montagneuse du Karabakh, qui existe depuis le troisième millénaire avant notre ère est un des anciens centres de peuplement de l'Azerbaïdjan. On en voit la preuve concrète dans les trésors archéologiques et les monuments historiques sans égal qui ont été découverts lors de fouilles effectuées sur le territoire de la ville.

Les Arméniens qui, en 1978, ont érigé dans le Haut-Karabakh un monument pour célébrer le cent cinquantième anniversaire du transfert de leurs ancêtres de Perse en Azerbaïdjan afin de donner corps à la chimère de la « grande Arménie », aux dépens des terres azerbaïdjanaises historiques, poursuivent depuis deux siècles, avec l'aide de leurs protecteurs étrangers une politique systématique d'agression contre l'Azerbaïdjan, ne reculant pas, à plusieurs occasions, devant des crimes contre l'humanité pour atteindre leurs fins odieuses : actes de terrorisme, massacres, déportations et génocide.

De nombreux documents historiques montrent que des millions d'Azerbaïdjanais, victimes en 1905-1907, 1918-1920, 1948-1953, sur leurs terres ethniques traditionnelles, d'une politique de purification ethnique et de génocide, ont été massacrés et déportés des terres de leurs ancêtres. Puis, en 1988, les prétentions territoriales injustifiées contre l'Azerbaïdjan ont repris, le séparatisme arménien a relevé la tête et la provocation a commencé dans le Haut-Karabakh, sans aucune justification historique, politique ou ethnique. En 1988-1989, plus de 250 000 Azerbaïdjanais qui vivaient sur leurs terres ethniques traditionnelles en Arménie ont tous été déportés et des centaines d'habitants pacifiques ont été sauvagement tués. L'Arménie est ainsi devenue une République monoethnique, ce dont les Arméniens rêvaient depuis des années.

Malheureusement, le conflit du Haut-Karabakh, qui a démarré en 1988 sans aucune cause réelle autre que des prétentions territoriales, la réaction arménienne qui faisait rage en territoire azerbaïdjanais et les souffrances de la population azerbaïdjanaise pacifique victime de cette réaction n'ont rencontré qu'un silence indifférent de la part des dirigeants de l'ex-Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS) et du monde civilisé. Forts de quoi, les Arméniens, profitant de

la situation, ont lancé une politique de génocide contre les Azerbaïdjanais, perpétrant toute une série de crimes historiques sans précédent. Les Forces armées arméniennes ont occupé 20 % du territoire azerbaïdjanais, dont sept districts administratifs qui ne font pas partie de la région du Haut-Karabakh et chassé brutalement plus d'un million d'Azerbaïdjanais de leurs terres, tuant, mutilant ou prenant en otage des dizaines de milliers de personnes. Des centaines de villages, des milliers de monuments culturels, d'écoles et d'hôpitaux, de monuments historiques et culturels, de mosquées, de lieux de pèlerinage et de cimetières ont été effacés de la face de la terre, victimes du vandalisme sans précédent des Arméniens.

Les souffrances infligées, les actes de terrorisme et les massacres perpétrés par des formations armées arméniennes pendant les premières années du conflit dans des villages du Haut-Karabakh peuplés d'Azerbaïdjanais comme Kerkijahan, Meshaly, Gushehular Garabagly, Agbadan, etc., et en dernier lieu le génocide de Khojaly, sont des crimes historiques qui entachent à jamais la conscience des « martyrs arméniens ».

Le 26 février 1992, à la liste des crimes contre l'humanité qui ont été Katyn, Hiroshima, Nagasaki et My Lai, considérés comme les tragédies des plus épouvantables du siècle, a été ajouté le génocide de Khojaly.

Dans la nuit du 25 au 26 février 1992, des formations armées arméniennes ont attaqué, avec l'appui direct du 366e régiment de l'ex-URSS stationné à Hankendi (Stepanakert), de cinq directions la ville de Khojaly, où vivaient quelque 7 000 Azerbaïdjanais. Khojaly était alors assiégée depuis plus de quatre mois par des divisions armées arméniennes. Les habitants de la ville, parmi lesquels beaucoup de malades, de blessés, de personnes âgées, de femmes et d'enfants, manquaient cruellement de soins médicaux et de vivres.

Avec l'aide de leurs protecteurs étrangers, les bandes arméniennes déchaînées ont pratiquement effacé cette nuit la ville de Khojaly de la face de la terre. Appuyées par l'artillerie lourde du 366e régiment, elles ont totalement saccagé et incendié la ville. Elles ont cruellement massacré la population civile pacifique sans armes. Avec une sauvagerie sans précédent, elles ont tué des enfants, des femmes, des vieillards et des malades. À la fin du XX siècle, les Arméniens ont perpétré un nouveau crime historique, le massacre de Khojaly, qui entache la conscience du monde civilisé. Le but de cet acte monstrueux était d'exterminer la population de la ville. Néanmoins, par le plus grand des hasards, une partie de la population de Khojaly a survécu pour pouvoir témoigner.

Lors de ce nouveau génocide perpétré à Khojaly par les Arméniens contre la population azerbaïdjanaise, il y a eu 613 morts et 1 275 otages parmi la population pacifique de la ville. À ce jour, on ignore le sort de 150 d'entre eux. Plus de 1 000 habitants pacifiques blessés par balle dans cette tragédie sont devenus invalides. Parmi les morts, il y avait 106 femmes, 83 enfants, 70 vieillards et 76 des invalides étaient des mineurs.

À la suite de ce crime militaro-politique, huit familles ont été entièrement détruites, 25 enfants ont perdu leurs deux parents et 130 en ont perdu un. Cinquante-six personnes ont été brûlées vives de manière particulièrement cruelle et féroce. Elles ont été scalpées et décapitées, on leur a arraché les yeux et on a transpercé à coups de baïonnette les ventres des femmes enceintes. Il est difficile d'imaginer que ces actes de bestialité et de cruauté, sans précédent dans l'histoire, ont été perpétrés

à la fin du XXe siècle, sous les yeux du monde entier. Pourtant, le monde doit savoir : les auteurs de ce crime historique, perpétré non seulement contre les Azerbaïdjanais mais contre tout le monde civilisé, ce sont des « martyrs arméniens ».

Voilà 10 ans déjà que nous qui venons de Khojaly, vivons comme des réfugiés et nous lançons un appel à tous les peuples épris de paix et aux organisations internationales avec une grande douleur et en même temps avec un profond espoir. Nous vous prions de ne pas rester indifférents au malheur que nous vivons du fait de l'agression militaire arménienne. Il nous paraît inconcevable que des organisations internationales responsables, comme l'ONU, le Conseil de l'Europe et l'OSCE, et les peuples épris de paix ne puissent exiger qu'un État aussi agressif que l'Arménie, qui impose sa volonté à la communauté internationale, respecte l'ordre et la justice.

Nous sommes convaincus que la communauté mondiale condamnera l'agression militaire perpétrée par le Gouvernement arménien contre l'Azerbaïdjan et qu'elle oeuvrera pour assurer l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan, le retour de plus d'un million de réfugiés dans leurs foyers, et le règlement pacifique du conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan dans le sens de la justice politique et historique.

Nous, les réfugiés de Khojaly, avons appris avec un sentiment de profonde tristesse le monstrueux acte de terrorisme qui a entraîné la mort de milliers d'innocents aux États-Unis le 11 septembre 2001. Cette épouvantable tragédie nous a ramené aux événements d'il y a 10 ans. Il y a 10 ans, nous qui venons de Khojaly et des dizaines de milliers d'autres Azerbaïdjanais, nous avons éprouvé dans notre chair ce chagrin atroce, et nous vivons aujourd'hui dans des tentes, des wagons, des cabanes et des caves, partageant le triste sort des réfugiés.

Nous qui sommes par miracle les témoins vivants du génocide de Khojaly, condamnant vigoureusement les attentats du 11 septembre, nous nous adressons avec un profond espoir à l'ONU, au Conseil de l'Europe, à l'OSCE et à toute la communauté mondiale de progrès, et nous appelons leur attention une fois encore sur la nécessité de condamner politiquement et juridiquement le génocide de Khojaly.

Nous les réfugiés de Khojaly, qui avons vécu une des tragédies les plus épouvantables du XXe siècle, appelons les peuples du monde à lutter ensemble pour la paix et la sécurité. Nous sonnons l'alarme et nous appelons toutes les organisations internationales et les gouvernements responsables épris de paix à mobiliser toutes leurs forces pour éteindre les foyers de guerre à la surface du globe, à lutter pour que l'humanité puisse vivre dans la liberté et le bonheur, dans la paix et la prospérité.

Déclaration adoptée à la réunion
des réfugiés du district de Khojaly

Le 20 février 2002